



Assemblée générale

Distr. : générale
3 septembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 131 de l'ordre du jour provisoire *

Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

Bureau des Nations Unies pour les partenariats

Rapport du Secrétaire général**

* A/65/150.

** Le présent rapport est soumis en retard en raison de la préparation des événements associés à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.



Résumé

Le présent rapport fait suite aux décisions 52/466 et 53/475 de l'Assemblée générale, par lesquelles l'Assemblée priait le Secrétaire général de lui faire rapport à intervalles réguliers au sujet des activités du Bureau des Nations Unies pour les partenariats. Il complète les renseignements figurant dans les rapports précédents du Secrétaire général (A/53/700 et Add.1, A/54/664 et Add.1-3, A/55/763 et Corr.1, A/57/133, A/58/173, A/59/170, A/60/327, A/61/189, A/62/220, A/63/257 et A/64/91).

Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats est le point d'accès pour la conclusion de partenariats public-privé avec les organismes des Nations Unies en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Bureau s'occupe de trois domaines d'activité :

a) Le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), que le Secrétaire général a institué en mars 1998, est l'intermédiaire désigné pour la conclusion de partenariats entre les organismes des Nations Unies et la Fondation pour les Nations Unies, organisme caritatif chargé d'administrer la contribution d'un milliard de dollars des États-Unis apportée par Robert Edward Turner pour soutenir les causes auxquelles se consacrent les Nations Unies. Au 31 décembre 2009, le Bureau avait engagé, par l'intermédiaire du FNUPI, un montant de plus de 1 milliard 89 millions de dollars des États-Unis, dont 438,5 millions de dollars des États-Unis imputés à la Fondation Turner, et 651,2 millions de dollars des États-Unis, (soit 59 %), provenant d'autres partenaires, pour financer plus de 479 projets exécutés par 43 entités des Nations Unies dans 124 pays;

b) Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD), que le Secrétaire général a institué en juillet 2005 pour contribuer à la démocratisation partout dans le monde, est consacré à l'appui aux institutions démocratiques, à la défense des droits de l'homme et à la participation de tous les groupes aux processus démocratiques. Par l'intermédiaire du FNUD, le Bureau a engagé 75 millions de dollars des États-Unis pour financer 270 projets dans 127 pays, allant du renforcement des capacités d'encadrement de la société civile à la promotion de la participation des femmes et des jeunes, en passant par des programmes devant permettre à la société civile de se faire entendre dans les médias;

c) Les services consultatifs et de promotion des partenariats ont été lancés en 2006 pour répondre aux demandes des organismes des Nations Unies, des gouvernements et des agents non étatiques toujours plus nombreux à souhaiter savoir comment établir et mettre en œuvre des partenariats public-privé. Outre ses activités au sein du système des Nations Unies, le Bureau a reçu plus de 1 400 demandes externes de conseil en 2009. Il conseille des entités telles que des établissements d'enseignement supérieur, des sociétés, des fondations, des organismes publics, des groupes médias ainsi que des organisations de la société civile. Soucieux d'encourager les initiatives ayant un fort impact, il prête conseil aux partenaires potentiels sur les procédures et les pratiques optimales; il les aide à concevoir des programmes et projets; il donne des conseils aux sociétés sur les moyens de mettre en pratique les principes énoncés dans le Pacte mondial; il contribue à la création et à l'administration des réseaux mondiaux et régionaux; et enfin recommande que le cadre d'action de ces partenariats se fonde sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	4
A. Santé des enfants	4
B. Sources d'énergie durables et changements climatiques	6
C. Programme sur la biodiversité : conservation du patrimoine mondial	7
D. Partenariat pour la technologie	7
E. Femmes et population	9
II. Fonds des Nations Unies pour la démocratie	10
A. Troisième et quatrième cycles de projets	11
B. La démocratie en action	12
III. Services consultatifs et de promotion des partenariats	13
A. Services de partenariat	14
B. Grands projets et initiatives de type novateur	15
IV. Conclusions	24
Annexes	27
I. Entités sélectionnées qui ont conclu des accords de partenariat et/ou des alliances avec ou par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour les partenariats	27
II. Projets financés par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux par domaine d'activité	32
III. Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux en 2009	33
IV. Contributions financières au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, par donateur, au 15 décembre 2009	34
V. Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la démocratie en 2009	36
VI. Organigramme du Bureau des Nations Unies pour les partenariats	37

I. Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux

1. Le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), créé en 1998, a pour mission d'assurer la liaison entre la Fondation pour les Nations Unies (instituée par Robert E. Turner) et les organismes des Nations Unies. En 2009, par l'entremise de la Fondation, le fonds s'est employé essentiellement à agir en concertation avec des coalitions créées pour répondre à des fins spécifiques, à mobiliser des ressources de tous les secteurs et à apporter, sous forme d'orientations et d'activités de sensibilisation, un soutien aux causes que défendent les Nations Unies. Au 31 décembre 2008, le montant total des allocations versées par la Fondation pour les Nations Unies aux projets du FNUPI atteignait environ 1 milliard 89 millions de dollars des États-Unis, dont 438,5 millions provenant des ressources de base de la Fondation Turner et 651,2 millions (59 %) mobilisés par d'autres partenaires. Plus de 479 projets ont été exécutés par 43 entités des Nations Unies dans 124 pays. On trouvera ci-dessous une présentation de certains de ces programmes et projets.

A. Santé des enfants

2. En 2009, pour la première fois depuis des décennies, la mortalité infantile causée par des maladies évitables est passée de plus 10 millions par an à 9 millions. Pourtant, si la communauté internationale a des raisons de se réjouir de ce modeste succès, dû en grande partie à des programmes tels que l'Initiative pour la lutte contre la rougeole, il convient de donner la priorité à de vastes campagnes de vaccination et de santé afin de réduire davantage la mortalité infantile. Conformément à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 4 (réduire des deux tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans avant 2015), les Nations Unies et leurs agences ont mis en place des plans d'action ciblés et des schémas mondiaux de réduction de la mortalité et d'atténuation des maladies.

3. Depuis 10 ans, la Fondation pour les Nations Unies et le FNUPI agissent main dans la main avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des dirigeants des Nations Unies et des ministres de la santé de pays en développement pour lancer et étendre des actions de grande envergure en faveur de la survie et du développement des enfants. Afin de promouvoir des partenariats internationaux pour la santé reconnus sur le plan mondial, la Fondation pour les Nations Unies a mobilisé des millions de dollars, attiré des partenaires du secteur privé, contribué au renforcement des capacités des agences de santé des Nations Unies et fourni les compétences techniques pour permettre de sauver des vies d'enfants.

4. Au fil du temps, les investissements de la Fondation pour les Nations Unies dans la santé des enfants se sont révélés être l'un des moyens les plus prometteurs pour rallier le soutien d'une grande variété de partenaires désireux de s'associer aux initiatives menées par la Fondation. La Fondation travaille en étroite collaboration avec le Bureau du Secrétaire général et les États Membres pour soutenir le développement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant. La Fondation a présidé un Groupe de travail sur le plaidoyer, contribué à l'élaboration d'une stratégie de communication ainsi qu'à la coordination des activités de

diffusion en direction des différents groupes d'intérêt afin d'assurer le succès de la Stratégie mondiale.

5. En 2009, la Fondation pour les Nations Unies et le FNUPI ont distribué plus de 24 millions de dollars des Etats-Unis en faveur de programmes dans le domaine de la santé des enfants. On trouvera ci-dessous une présentation de certains de ces programmes et projets.

Prévention du paludisme

6. Au début de l'année 2009, la campagne intitulée « Rien d'autre que des moustiquaires » de la Fondation pour les Nations Unies s'est fixée pour objectif de recueillir 8 millions de dollars de fonds et d'atteindre le nombre de 40 000 donateurs. Cet objectif en deux parties a fait suite au lancement du partenariat entre la Fondation et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, en collaboration avec le FNUPI, qui vise à protéger les réfugiés africains du paludisme, la première cause de maladies et de décès parmi ces populations. À l'occasion de la Journée mondiale contre le paludisme (25 avril 2009), la campagne « Rien d'autre que des moustiquaires » avait atteint un objectif initial de 275 100 moustiquaires destinées aux réfugiés de 27 camps en Afrique et a annoncé qu'elle projetait de recueillir 346 000 moustiquaires supplémentaires. Dans l'ensemble, cet effort protégera plus d'1 million de réfugiés dans 15 pays africains. Grâce à ce partenariat, la Fondation pour les Nations Unies et sa campagne « Rien d'autre que des moustiquaires » comblent un retard significatif dans ce domaine.

Lutte contre la rougeole

7. En 2009, l'Initiative pour la lutte contre la rougeole a ciblé 26 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe et prévoyait de vacciner environ 76 millions d'enfants. L'objectif actuel de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'UNICEF est de réduire le nombre annuel de décès dus la rougeole dans le monde de 90 % par rapport aux estimations de 2000. Cet objectif reste la cible des activités de la campagne de lutte contre la rougeole en 2009 et 2010. Les chiffres préliminaires, publiés en décembre 2009, indiquent que la réduction de la mortalité dans le monde avait légèrement augmenté par rapport aux 74 % de la fin 2007 (le chiffre exact n'est pas encore disponible). L'expansion géographique de l'Initiative pour la lutte contre la rougeole a continué de s'étendre en Asie, et particulièrement en Inde, en ce qui concerne la réduction de la mortalité et en Chine, en ce qui concerne l'éradication de la rougeole. Le Gouvernement chinois a annoncé une campagne nationale en 2010 afin d'éradiquer la rougeole avant l'échéance de 2012. L'Inde a commencé à mettre en place une surveillance basée sur l'identification des cas dans deux États et a convenu de démarrer des campagnes de rattrapage dans ces deux États en 2010. D'ici 2013, l'Inde prévoit de compléter des campagnes de rattrapage dans huit États représentant 90 % des cas de rougeole. En février 2010, la Croix-Rouge américaine a versé une nouvelle contribution de 4 millions de dollars des États-Unis en faveur des campagnes menées au Bangladesh et en Indonésie. Cinq des six régions de l'Organisation mondiale de la Santé ont des objectifs d'éradication de la rougeole en 2020 ou plus tôt. L'Afrique n'a pas encore d'objectif d'éradication. Toutefois, si elle atteint son objectif de pré-éradication avant 2012, elle sera en bonne voie pour parvenir à l'éradication complète plusieurs années avant l'objectif de 2020.

Éradication de la poliomyélite

8. L'éradication de la poliomyélite a été l'une des premières priorités identifiées par le programme de santé des enfants de la Fondation et le FNUPI, et l'Initiative d'éradication de la poliomyélite est devenue un partenaire à part entière de l'équipe de collecte de fonds dirigée par l'Organisation mondiale de la Santé dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. En 2009, l'Arabie saoudite s'est engagée à faire un don de 30 millions de dollars à la Fondation au cours des trois prochaines années, afin d'éradiquer la poliomyélite dans le monde entier. En plus de son engagement financier, l'Arabie saoudite exige que chaque pèlerin entrant sur son territoire pour le Hajj (pèlerinage annuel à La Mecque) se fasse vacciner contre la poliomyélite. En sensibilisant les pèlerins musulmans à l'importance de la vaccination contre la poliomyélite, l'Arabie saoudite permet de dissiper les préjugés concernant l'innocuité des vaccins et souligne que la vaccination contre la poliomyélite n'est pas seulement conseillée sinon essentielle.

Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose

9. En 2009, la Fondation a continué à jouer un rôle important dans la direction du Fonds mondial en tant que membre suppléant du Conseil d'administration (privilège qu'elle partage avec la Fondation Bill et Melinda Gates) et a apporté son soutien aux Amis du Fonds mondial (Afrique, Japon et Europe) au moyen d'une subvention de deux ans accordée par la Fondation Bill et Melinda Gates d'un montant de 2,7 millions de dollars des États-Unis. Grâce à cette subvention, la Fondation pour les Nations Unies a aidé les Groupes des Amis du Fonds mondial à devenir des porte-parole efficaces du Fonds mondial et a fourni une assistance technique aux pays bénéficiaires de ses subventions.

B. Sources d'énergie durables et changements climatiques

10. La Fondation pour les Nations Unies a apporté un soutien actif à l'action menée par le Secrétaire général contre les changements climatiques dans le cadre de la préparation des négociations sur les changements climatiques qui se sont tenues à Copenhague. Concrètement, la Fondation a versé des dons, par l'intermédiaire du FNUPI, au Secrétaire général et à son équipe sur les changements climatiques afin de contribuer (a) à la création d'un Groupe consultatif de haut niveau sur l'énergie et les changements climatiques; et (b) d'apporter le soutien financier essentiel à la tenue d'un Sommet sur les changements climatiques le 22 septembre 2009 en faveur des efforts menés par le Secrétaire général en vue d'encourager les dirigeants du monde à parvenir à un accord significatif à Copenhague.

11. Le Groupe consultatif de haut niveau sur l'énergie et les changements climatiques, présidé par Kandeh Yumkella, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Président d'ONU-Énergie, comprend des dirigeants internationaux issus du monde des affaires et de la société civile, comme Timothy Wirth, le Président de la Fondation pour les Nations Unies. Il s'est réuni en juin et en août pour élaborer des recommandations qu'il a adressées au Secrétaire général concernant l'efficacité énergétique et l'accès aux services énergétiques modernes pour les communautés les moins développées du monde.

12. La Fondation pour les Nations Unies a également renouvelé son soutien en faveur de l'action menée par M. Yumkella à la tête du groupe de coordination

interagences ONU-Énergie, qui encourage le système des Nations Unies à « s'unir dans l'action » et à promouvoir à bien plus grande échelle des solutions climatiques et énergétiques dans les pays en développement. La Fondation pour les Nations Unies travaille avec ONU-Énergie pour élaborer un énoncé de capacités et un plan stratégique pour le système des Nations Unies.

C. Programme sur la biodiversité : conservation du patrimoine mondial

13. Le programme sur la biodiversité de la Fondation pour les Nations Unies et du FNUPI a été créé il y a 10 ans afin de promouvoir la conservation de la biodiversité, et plus particulièrement, pour renforcer l'application de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial en tant qu'outil de conservation des habitats, tout en offrant aux communautés locales la possibilité de mieux gérer et utiliser durablement les ressources naturelles. Depuis la création du programme, la Fondation, par l'intermédiaire du FNUPI, a versé 100 millions de dollars de dons, joué un rôle central dans la mise en place d'une dotation de 15 millions de dollars des États-Unis pour le contrôle des espèces invasives dans les îles Galápagos, aidé le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à lancer le programme de gestion communautaire du projet de préservation des zones protégées afin de stimuler 200 projets communautaires de développement économique et de conservation dans huit pays, a recueilli l'adhésion de 100 partenaires en faveur de la conservation du patrimoine mondial et recruté plus de 100 partenaires du secteur privé, non gouvernemental et des Nations Unies pour créer le Partenariat pour les critères mondiaux de tourisme durable, qui est désormais la norme du secteur en matière de tourisme durable.

14. Ces trois dernières années, la Fondation pour les Nations Unies a consolidé l'essentiel de son travail autour de campagnes pour le Patrimoine mondial et d'initiatives multipartenaires, au détriment d'un programme fondé sur des projets, et s'est davantage consacrée à la mobilisation, à la sensibilisation et à la constitution de coalitions. Bien que le programme de conservation du Patrimoine mondial de la Fondation ait attiré des partenaires tels qu'Expedia et les hôtels Fairmont, il n'a pas été en mesure de bénéficier d'un soutien extérieur comparable à celui d'autres programmes et campagnes de la Fondation, en raison essentiellement de la récession. En outre, l'UNESCO n'a pas jugé que ce programme était prioritaire dans l'affectation de ses ressources propres, ce qui limite son potentiel de croissance. En conséquence, la Fondation prévoit de se désengager progressivement du programme de conservation du Patrimoine mondial avant la fin 2011.

D. Partenariat pour la technologie

15. Le partenariat pour la technologie conclu par la Fondation pour les Nations Unies et la Fondation Vodafone vise à intensifier l'action humanitaire des organismes des Nations Unies à travers l'utilisation de la technologie sans fil. Établi voici plus de 3 ans, le Partenariat pour la technologie mobilise un montant de 30 millions de dollars des États-Unis sur une période de cinq ans. Il continue d'axer ses travaux sur les initiatives en matière de santé mobile aux fins du développement et des transmissions lors d'interventions d'urgence, dans le cadre d'opérations de

secours après une catastrophe. À l'avenir, le Partenariat pour la technologie continuera d'exploiter l'ubiquité des communications mobiles pour relever des défis pressants dans les pays en développement. Il continuera à rassembler la communauté des Nations Unies, des agences humanitaires, l'industrie, des gouvernements et des donateurs afin de trouver des utilisations innovantes de la technologie mobile dans les pays en développement. Le FNUPI est représenté au Conseil consultatif de ce Partenariat pour la technologie.

Santé mobile aux fins du développement

16. Le programme de santé mobile (mHealth) aux fins du développement relatif à la collecte de données médicales en Afrique à l'aide d'appareils de téléphonie mobile a été étendu à 18 pays du continent. La deuxième moitié d'un don de 500 000 dollars a été versée à l'Organisation mondiale de la Santé pour former, en collaboration avec les ministres de la santé, les professionnels de santé à l'utilisation d'appareils de téléphonie mobile pour collecter des données médicales. Des fonds ont également été mis à la disposition de DataDyne, une organisation à but non lucratif, qui a été chargée de développer et diffuser EpiSurveyor, un logiciel libre et gratuit exploitable sur des appareils de téléphonie mobile. EpiSurveyor permet aux agents sanitaires d'observer la propagation des maladies et de surveiller le déroulement des campagnes de vaccination. Grâce au soutien de l'Organisation mondiale de la Santé, plus de 1 000 professionnels de santé ont été formés à l'utilisation d'EpiSurveyor, ce qui a permis de recueillir des données de façon plus rapide, plus rentable et plus fiable. Depuis 18 mois, DataDyne a remporté un certain nombre de prix, en particulier, celui du *Wall Street Journal*, qui récompense les technologies innovantes, et suscite l'intérêt de médias du monde entier. Le Partenariat a continué d'apporter son soutien à l'Initiative pour la lutte contre la rougeole en 2009, en octroyant 3 millions de dollars des Etats-Unis aux activités en Inde et en Afrique par l'intermédiaire du portefeuille de santé des enfants. À ce titre, la Fondation pour les Nations Unies collabore avec des partenaires de l'Initiative pour la lutte contre la rougeole pour inclure, le cas échéant, ses applications mHealth dans les campagnes. En outre, la Fondation pour les Nations Unies a annoncé, à l'occasion du GSM mobile world Congress en février 2009, un partenariat avec la Fondation Rockefeller pour lancer l'Alliance mHealth. L'Alliance servira de plateforme pour rassembler des acteurs des technologies mobiles et du secteur de la santé ainsi que des intérêts publics et privés. Le Partenariat pour la technologie s'est essentiellement concentré sur les questions financières liées à la création et à la pérennité de l'Alliance et a incité les partenaires et les donateurs potentiels à promouvoir les programmes de recherche de mHealth dans les pays en développement. Le Partenariat pour la technologie apporte depuis deux ans son soutien au Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre d'un engagement à hauteur de 4,3 millions de dollars des Etats-Unis sur une période de trois ans destiné à sécuriser les transmissions dans les situations d'urgence humanitaire. Ce financement concerne le programme de renforcement des capacités de communication du PAM (qui comprend le déploiement d'experts en formation aux technologies de l'information et des communications) et la constitution d'une Plateforme humanitaire d'urgence des technologies de l'information et des communications (TIC) qui assurera la standardisation des capacités d'intervention de ces technologies dans toute la communauté humanitaire. En 2009, le Partenariat a soutenu le lancement d'opérations d'urgence à Gaza, au

Tchad (affecté par le surplus de réfugiés en provenance du Darfour (Soudan) et au Pakistan (en raison de la situation d'urgence dans la Vallée du Swat).

E. Femmes et population

17. En 2009, la Fondation pour les Nations Unies a mobilisé 535 000 dollars par l'intermédiaire du FNUPI en faveur du programme pour les femmes et la population. Les Nations Unies sont dotées d'un vaste mandat pour traiter les questions d'inégalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes. Ce mandat est fondé sur un ensemble d'accords et des principes internationaux, parmi lesquels figurent le Programme d'action de Beijing adopté lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement, qui engagent la totalité de la communauté internationale à prendre en compte les droits et les besoins des femmes et des filles.

18. Le programme pour les femmes et la population agit en collaboration avec les Nations Unies et des partenaires divers pour promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, en mettant l'accent sur la santé et les droits sexuels et en matière de procréation. L'autonomisation des femmes et des filles est essentielle à la mission de la Fondation pour les Nations Unies, dont la tâche consiste à relever les défis les plus ardues auxquels est confronté le monde aujourd'hui : lutter contre la pauvreté dans le monde, parvenir à la justice sociale et stabiliser la population mondiale.

Coalition pour les adolescentes

19. Fondée en 2005 par la Fondation pour les Nations Unies et la Fondation Nike, la coalition regroupe plus de 30 organisations non gouvernementales et organismes des Nations Unies. Sur la lancée du succès rencontré par le rapport « *Girls Count: A Global Investment & Action Agenda* »¹, et les événements du Forum économique mondial de 2008, la coalition a élargi la série de rapports « *Girls Count* » pour y inclure quatre rapports supplémentaires sur l'éducation des filles, leur santé, leurs aspirations et leur autonomisation économique ainsi qu'une série de panoramas mondiaux des adolescentes publiés à l'automne 2009 et début 2010.

Appui au Fonds des Nations Unies pour la population

20. En 2009, la Fondation pour les Nations Unies a mis à profit son partenariat de longue date avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour soutenir son action de sensibilisation. Elle a notamment sollicité l'adhésion de communautés religieuses à la Campagne du FNUAP pour éliminer les fistules obstétricales, et contribué à promouvoir une relation solide entre le FNUAP, le Gouvernement des États-Unis et le Congrès américain.

¹ Ruth Levine et autres, *Girls Count: A Global Investment & Action Agenda* (Center for Global Development, D.C., 2008).

Équipe spéciale des Nations Unies pour les adolescentes

21. La Fondation pour les Nations Unies continue à jouer un rôle central dans la promotion du travail de l'Équipe des Nations Unies pour les adolescentes. Six agences du système des Nations Unies (le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail, l'UNESCO, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Organisation mondiale de la Santé) ont constitué cette coalition pour travailler ensemble sur le terrain par le biais d'investissements stratégiques dans des politiques et des programmes ayant trait aux adolescentes. En mars 2009, pendant la Commission de la condition de la femme, l'Équipe spéciale a publié un programme-cadre commun en vue du plein exercice des droits des adolescentes marginalisées, un guide conçu pour améliorer la collaboration entre les agences des Nations Unies dans le domaine des interventions stratégiques clés ciblant les adolescentes. La Fondation pour les Nations Unies a participé étroitement à l'élaboration et au lancement de ce programme-cadre et soutient activement le calendrier de sa mise en œuvre, qui de 3 pays, devrait s'étendre à 20 pays au cours des cinq prochaines années.

II. Fonds des Nations Unies pour la démocratie

22. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD), dont la création a été décidée à l'issue du Sommet mondial de 2005, est devenu opérationnel en avril 2006. Fonds d'affectation spéciale placé sous l'autorité du Secrétaire général et supervisé et administré par le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, c'est un dispositif de subventionnement. Sous la direction de son directeur actuel, nommé en 2007, et en consultation avec les grands bailleurs de fonds, il est clairement devenu un fonds d'aide aux organisations de la société civile. La grande majorité des fonds alloués aux projets est destinée à des organisations non gouvernementales locales de pays qui sont dans une phase de transition vers la démocratisation ou de consolidation de cette dernière. En apportant son concours aux organismes demandeurs plutôt qu'à ceux qui sont actifs sur le plan de « l'offre », le Fonds peut, d'une manière novatrice qui lui est propre, compléter l'action de l'Organisation - menée auprès des gouvernements, afin d'affermir la gouvernance démocratique dans le monde.

23. Par ses projets, le Fonds compte mieux faire entendre la voix de la société civile, défendre les droits de l'homme et inciter tous les groupes à prendre part aux processus démocratiques. Il contribue par ailleurs à divers grands projets mondiaux et régionaux à visée normative ou pratique. Au cours de ses trois premiers cycles de financement, le Fonds a financé 271 projets dans le monde entier : 207 projets dans 99 pays, 47 projets régionaux dans 28 autres pays et 17 projets mondiaux. Ces projets concernaient par exemple le perfectionnement des capacités d'encadrement de la société civile ou encore la participation des femmes et des jeunes aux médias afin que la société civile puisse se faire entendre.

A. Troisième et quatrième cycles de projets

24. En 2009, le Fonds a entamé son troisième cycle de projets. Lors de la première phase, qui s'est déroulée en novembre 2008, les organismes de la société civile ont pu présenter des propositions au moyen d'un système en ligne d'accès aisé. C'est ainsi que 2 143 propositions ont été reçues, représentant au total 138 pays, soit une augmentation de 14 % par rapport au deuxième cycle, ce qui montre l'intérêt continu que suscite l'aide du Fonds au niveau mondial. La majorité des propositions ont été présentées par des organisations de la société civile.

25. Pour présélectionner les projets, il a été fait appel à des consultants qui les ont notés en fonction de critères préétablis. Les projets ayant reçu les meilleures notes ont ensuite été soumis à un contrôle-qualité rigoureux et à un audit préalable, auxquels ont pris part des coordonnateurs résidents et le Groupe consultatif pour les programmes du FNUD. Le Conseil d'administration du Fonds a ainsi établi un portefeuille de projets que le Secrétaire général a approuvés. Après négociation avec les candidats présélectionnés, 67 projets ont été retenus pour un financement à hauteur de 18,945 millions de dollars des États-Unis. Ces projets se répartissent comme suit en fonction des grands domaines d'intervention :

- a) Développement communautaire (28 %);
- b) Autonomisation des femmes (21 %);
- c) État de droit et droits de l'homme (13 %);
- d) Instruments de démocratisation (12 %);
- e) Médias (11 %);
- f) Consolidation des moyens de l'État (9 %);
- g) Jeunes (6 %).

26. En 2009, le Fonds a reçu les rapports à mi-parcours des projets financés au titre des premiers, deuxième et troisième cycles, préparé la clôture des comptes des projets achevés du premier cycle, rendu compte au Conseil d'administration des résultats obtenus et pris diverses mesures pour accroître le nombre de bailleurs de fonds. Deux donateurs, l'Australie et la Suède, ont signé des accords de financement sur plusieurs années. En signant ces accords la Suède a recommencé à alimenter le Fonds après avoir marqué une pause en 2007. Le Maroc a, pour sa part, versé des contributions au Fonds pour la première fois, de sorte que 36 États Membres contribuent actuellement au Fonds. Au 31 décembre 2009, le montant des contributions reçues était supérieur à 106 millions de dollars des États-Unis.

27. Les deux organes directeurs - à savoir le Conseil d'administration et le Groupe consultatif pour les programmes - ont continué de prendre une part active aux activités du Fonds et de définir ses orientations en 2009. Outre qu'il présente au Secrétaire général, pour approbation, la liste des projets sélectionnés, le Conseil d'administration, dont les 19 membres sont nommés par le Secrétaire général, définit les grandes orientations qui président à l'élaboration des cadres de programmation et des directives de financement. Le Conseil d'administration a adopté le mandat révisé du Fonds, qui a été par la suite adopté par le Secrétaire général. Le Fonds a participé à la rédaction d'une Note d'orientation sur la

démocratie diffusée par le Secrétaire général dans tout le système des Nations Unies.

28. Outre les réunions prévues du Conseil d'administration, le Fonds a organisé, en 2009, une manifestation destinée à marquer la deuxième Journée internationale de la démocratie, le 15 septembre, à laquelle ont pris part les membres du Conseil. Le Groupe consultatif, pour sa part, se charge d'effectuer le contrôle-qualité des projets aux stades tant de la sélection que de l'exécution, tirant parti des connaissances spécialisées de chacun de ses membres, à savoir le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le PNUD, UNIFEM et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

29. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a lancé son quatrième cycle de projets en novembre 2009, au moyen d'un système en ligne d'accès aisé. À la date butoir - 31 décembre 2009 - 1 966 propositions avaient été reçues, représentant au total 137 pays. La grande majorité d'entre elles émanait d'organisations locales ou régionales d'Afrique, d'Asie, du continent américain et d'Europe.

B. La démocratie en action

La démocratie en Action 1 : justice et sida dans la République-unie de Tanzanie

30. Dans la République-Unie de Tanzanie, le Fonds soutient le projet révolutionnaire « *Jurisprudence on the Ground* » (« Jurisprudence sur le terrain »), un partenariat entre des femmes juges et un réseau local de soutien aux femmes qui a pour but de développer le rôle du système judiciaire dans la lutte contre le HIV/sida. « *Jurisprudence on the Ground* » regroupe la Society for Women and AIDS in Africa-Tanzania, l'Association internationale des femmes juges et la Tanzania Women Judges Association. Les juges et les magistrates qui ont pris part aux séances de formation se sont illustrées dans la lutte contre les lois et les pratiques discriminatoires et ont contribué à élargir les droits des femmes sur des questions allant de la discrimination économique aux droits de propriété, en passant par la garde des enfants et la succession, les agressions sexuelles et les autres types de violences commises à l'égard des femmes.

La démocratie en action II : autonomisation des jeunes marginalisés pour le changement en Thaïlande

31. Le Fonds finance une initiative en Thaïlande qui a pour but de faire émerger de futurs leaders démocratiques au sein de groupes marginalisés afin de leur permettre de participer aux processus de transformations politiques et sociales. Mis en œuvre par la Asia Foundation, le projet s'adresse à des jeunes issus de communautés musulmanes vivant dans des régions sinistrées par le tsunami, dans le sud en proie aux conflits, dans les zones du nord-est où la traite des êtres humains est très répandue ainsi qu'aux minorités tribales du nord. Il soutient des initiatives en faveur des droits de l'homme, de la compréhension politique et civique et des approches non-violentes du règlement des conflits.

La démocratie en action III : développement de listes électorales précises dans les démocraties européennes en transition

32. Le Fonds soutient un projet de l'Association of European Election Officials dont l'objectif est d'étudier et d'analyser les listes électorales en Europe centrale et orientale et de publier les résultats de manière à les rendre utilisables par les pays envisageant des réformes. L'initiative sonde le cadre juridique dans lequel se déroule l'inscription sur les listes électorales, étudie les dysfonctionnements et les raisons qui les sous-tendent, identifie les meilleures pratiques et formule des recommandations. En outre, il analyse et compare les systèmes d'inscription en se basant sur les informations, les données et l'autoévaluation fournies par les commissions électorales.

III. Services consultatifs et de promotion des partenariats

33. Les organismes des Nations Unies ont de tout temps collaboré avec le secteur privé et la société civile. Faisant fond sur le Document final du Sommet mondial de 2005 (voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale), les États Membres ont pris acte de l'importance que revêt l'engagement actif des acteurs non étatiques au regard des priorités des Nations Unies en matière de développement et ils s'y sont résolument ralliés. Les objectifs du Millénaire pour le développement constituent à cet égard un tournant historique, les organismes des Nations Unies ayant multiplié, ces 10 dernières années, les contacts en vue de conclure des partenariats avec le secteur privé et le milieu associatif, lesquels ont répondu à cet appel avec la même ardeur. Pour ces partenaires, l'intérêt que présente le système des Nations Unies est que son action repose sur une base politique légitime, que sa mission se fonde sur des valeurs, qu'il a acquis une grande connaissance et une grande expérience du développement, qu'il a établi des liens historiques avec les pays en développement et qu'il se fait entendre dans le monde entier. De son côté, le secteur privé est devenu le principal acteur du développement économique. Ses apports de capitaux aux pays en développement sont passés de 50 milliards de dollars des États-Unis en 1990 à plus de 707 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de plus de 1 300 %. Pendant cette période, la production mondiale et les réseaux d'échanges commerciaux ont permis à ces pays d'ouvrir de nouveaux marchés, et d'avoir accès au progrès technique et au système financier.

34. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats travaille en étroite collaboration avec la Fondation pour les Nations Unies pour davantage promouvoir et mettre en œuvre les initiatives des services consultatifs et pour favoriser les stratégies innovantes permettant aux acteurs non étatiques de s'engager aux côtés des organismes des Nations Unies. Le Bureau a également négocié et coordonné des stratégies visant à renforcer son expertise et ses capacités afin de rallier des entreprises, des fondations et des individus aux causes des Nations Unies, tout en soutenant le système des Nations Unies dans son action de sensibilisation et de communication par le biais de partenariats.

A. Services de partenariat

35. Ces dix dernières années, un nombre croissant d'entités du secteur privé ont demandé aux Nations Unies comment elles pouvaient s'engager et soutenir son action. Des sociétés de tailles variables, produisant un éventail très large de biens et services ont approché le Bureau des Nations Unies pour les partenariats afin de lui proposer leurs services et lui demander comment elles pouvaient aider les Nations Unies à remédier durablement à certains des problèmes les plus cruciaux sur le plan mondial. Bien que la majorité de ces sociétés et fondations soient basées dans des pays développés, on note cependant un intérêt grandissant dans les pays en développement. Le Bureau a reçu un grand nombre de sollicitations de la part d'entreprises désireuses de conclure des partenariats avec des programmes des Nations Unies dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la prévention des catastrophes, de la santé et de l'environnement ainsi que des secours en cas de catastrophe et de l'aide humanitaire dans les pays les moins développés.

36. En 2009, le Bureau a pris part aux travaux de 17 groupes s'occupant de questions régionales (comme l'équipe spéciale de la Communauté des Caraïbes) ou de questions particulières (comme le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement) ou encore de coordination (groupe de coordination interorganisations mis en place par le Département des affaires économiques et sociales, Groupe de la communication des Nations Unies, Groupe des Nations Unies pour le développement). Le Bureau se charge essentiellement (a) de prêter des services concernant les partenariats et (b) d'inciter le secteur public et la société civile à participer et contribuer au système des Nations Unies.

37. Pour ce qui est des partenaires extérieurs, le Bureau a reçu en 2009 plus de 1 400 demandes de services consultatifs émanant d'un large éventail d'entreprises du secteur privé, de fondations, d'organisations de la société civile, d'établissements d'enseignement supérieur et de philanthropes, ce qui représente une augmentation de près de 40 % par rapport à 2008. La majorité des demandes provenant d'acteurs non étatiques portait sur l'aide pour la constitution de partenariats en vue de l'exécution de programmes axés sur la réduction de la pauvreté, l'éducation, la santé et les secours en cas de catastrophe, et sur l'aide humanitaire pour les pays les moins avancés. En 2008 également, divers accords et mémorandums d'accord ont été conclus avec des acteurs n'appartenant pas au système des Nations Unies de sorte à officialiser certains de ces partenariats aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

38. Les services consultatifs de partenariat fournis par le Bureau des Nations Unies pour les partenariats couvrent divers domaines et se répartissent en quatre grandes catégories :

a) **Partenariats opérationnels** : Le Bureau continue à encourager les entreprises partenaires à soutenir les projets des Nations Unies. Ainsi, le Bureau a apporté son soutien à l'initiative « Création de valeur partagée » de Nestlé et a coorganisé le Africa Investor Index Summit afin de favoriser les opportunités d'investissement en Afrique.

b) **Partenariats pour la politique et la sensibilisation** : Le secteur privé et la société civile se sont plus activement employés à mieux sensibiliser aux objectifs du Millénaire pour le développement et à mieux les faire comprendre. En

2009, le Bureau a continué de mobiliser des associations mondiales telles que le Comité d'encouragement du mécénat d'entreprise, le Fortune Forum, InfoPoverty et le Programme mondial de conformité sociale.

c) **Partage des ressources et de connaissances spécialisées** : le Bureau a continué de multiplier les contacts avec des entreprises et des fondations pour qu'elles fournissent non seulement un soutien financier mais également partagent leurs connaissances et touchent les parties concernées. Le Bureau a aidé le Conseil consultatif des entreprises de la région du Grand Tumen à organiser ses réunions ministérielles en rassemblant des hauts fonctionnaires du nord-est de l'Asie afin de développer des projets communs dans les secteurs clés de la coopération économique.

d) **Réseaux et alliances** : En 2009, le Bureau a poursuivi sa collaboration avec de multiples parties prenantes concernées afin de soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a créé le Partenariat mondial pour l'adaptation à base communautaire pour améliorer la résilience des communautés défavorisées et des écosystèmes dont ils dépendent pour faire face aux changements climatiques.

B. Grands projets et initiatives de type novateur

39. La liste qui suit, présentée dans l'ordre alphabétique, se subdivise en trois catégories, selon le partenaire qui a lancé le projet ou le programme : a) États Membres, b) organismes des Nations Unies et autres organisations internationales, et c) secteur privé et société civile.

1. États membres

Conseil consultatif des entreprises de la région du Grand Tumen – Réunions ministérielles

40. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats est l'un des fondateurs du Conseil consultatif des entreprises de la région du Grand Tumen, qui comprend la Chine, la Fédération de Russie, la Mongolie, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée. Le Bureau s'est employé activement à dispenser son expertise et ses conseils ainsi qu'à contribuer à l'organisation de cette réunion ministérielle de l'Initiative du Grand Tumen. Cette réunion avait pour objectif de stimuler la coopération régionale aux fins de la croissance économique et du développement durable dans le nord de l'Asie, créant ainsi un dialogue structuré entre les secteurs public et privé sur le climat d'investissement.

Cérémonie d'inauguration des « Millennium Development Goals Awards »

41. Le Bureau a fourni des conseils stratégiques à la Mission permanente de la République dominicaine auprès de Nations Unies, qui a organisé la cérémonie d'inauguration des « Millennium Development Goals Awards ». Au cours de cette manifestation, un « Global Humanitarian Award » et un « Lifetime Achievement Award » ont été remis respectivement à l'archevêque Desmond Tutu et au Dr Kevin Cahill, spécialiste en médecine préventive et en santé publique.

Agence centrale saoudienne de promotion de l'investissement

42. En 2009, l'Agence centrale saoudienne de promotion de l'investissement a organisé le troisième Forum mondial sur la compétitivité. Axé sur le thème de la « compétitivité en tant que moteur de la croissance économique », le Forum visait à attirer l'attention sur les avantages macroéconomiques de la compétitivité ainsi qu'à positionner la compétitivité en tant que défi mondial majeur. Le Bureau travaille en étroite collaboration avec l'Autorité des investissements en lui suggérant des orientations et des conseils stratégiques sur l'établissement de partenariats entre l'Arabie saoudite et d'autres acteurs clés sur le plan international, tels que des organisations non gouvernementales et des groupements de mécènes du secteur privé.

2. Organismes des Nations Unies et autres organisations internationales

Conseil universitaire pour le système des Nations Unies

43. Le Bureau a apporté son soutien à l'atelier d'été du Conseil universitaire pour le système des Nations Unies, qui s'est tenu à l'Université d'Alberta, en réalisant un exposé devant ses enseignants. Cet exposé a décrit comment les partenariats entre les secteurs public et privé pouvaient servir de mécanisme efficace et innovant pour atteindre les objectifs des Nations Unies, notamment pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Conseil universitaire regroupe près de 800 établissements d'enseignement et de recherche ainsi que des universitaires, des enseignants et des praticiens activement impliqués dans l'étude des relations multilatérales, de la gouvernance mondiale et de la coopération internationale.

Partenariats avec des entreprises et des organisations de mécénat en vue du développement du capital humain au Moyen-Orient

44. À l'occasion d'une visite aux Nations Unies le 29 avril 2009 de Son Altesse Royale la Princesse Banderi Abdul Rahman Al Faisal, directrice générale de la Fondation du Roi Khalid et de la Fondation Alwaleed bin Talal, ainsi que d'un représentant du Royaume d'Arabie saoudite, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, en coopération avec la Harvard John F. Kennedy School of Government, a organisé des discussions avec des partenaires de haut niveau des Nations Unies ainsi qu'avec des représentants d'entreprises du secteur privé et d'organisations de mécénat. La délégation a rencontré Thoraya Obaid, directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), Inés Alberdi, directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Amat Al Aleem Ali Alsoswa, directrice du Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les États arabes, et Cheick Diarra, Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique. En se concentrant sur de nouveaux modèles de partenariat entre les sociétés et les fondations se consacrant au développement du capital humain au Moyen-Orient, les participants ont identifié les meilleures pratiques et examiné les possibilités de futurs partenariats dans ce domaine. Le programme comprenait également un déjeuner de haut niveau sur le thème des « Partenariats avec des entreprises et des organisations de mécénat en vue du développement du capital humain au Moyen-Orient ». Des représentants de NextEconomics, de Rockefeller Philanthropy Advisors, de la William J. Clinton Foundation, de la Standard Chartered Bank, de

Coca Cola, de l'Institut de la Banque mondiale, du Business Council for International Understanding, du Synergos Institute, de AccountAbility, de l'International Business Leaders Forum et de la Mission saoudienne auprès des Nations Unies ont discuté des nouvelles formes de collaboration en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Projet photo du plan-cadre d'équipement

45. La rénovation du siège des Nations Unies offre l'occasion exceptionnelle de porter un regard nouveau sur l'un des symboles les plus forts et les plus positifs de l'Organisation. Le Bureau a facilité le recrutement de David Finn, co-fondateur et Président du cabinet de relations publiques international Ruder Finn, et de William Rivelli, un spécialiste de la photographie architecturale, industrielle et de portrait, dans le cadre d'un projet photo destiné à immortaliser cet événement historique. MM. Finn et Rivelli travailleront sur le projet sur une base bénévole.

Comité d'encouragement du mécénat d'entreprise

46. Le Conseil économique et social a tenu la deuxième édition de sa manifestation spéciale consacrée au mécénat d'entreprise, organisée par le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, le Département des affaires économiques et sociales, l'Organisation mondiale de la Santé et le Comité d'encouragement du mécénat d'entreprise. Les participants ont débattu de stratégies pour renforcer les partenariats en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans les domaines dans lesquels les progrès sont lents et pourraient bénéficier d'une participation accrue de plusieurs parties prenantes. Le programme s'est spécifiquement intéressé à deux thèmes : « améliorer les résultats en matière de santé pour les femmes et les filles » et « mieux faire connaître les maladies tropicales négligées ». Les résultats de la délibération ont été présentés à l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé en mai 2009 ainsi qu'aux États membres lors de la session de haut niveau du Conseil économique et social en juillet 2009.

Initiative Cybersanté

47. La réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies font partie des objectifs du Millénaire pour le développement en matière de santé dont la réalisation revêt un caractère prioritaire pour le Bureau. Ensemble, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation mondiale de la Santé et le Bureau ont lancé l'Initiative Cybersanté. Ce partenariat à plusieurs parties prenantes a pour objectif de mettre sur pied un cadre stratégique en vue d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé ainsi que d'autres questions prioritaires en matière de santé. Guidée par le principe de la « technologie pour l'équité », l'Initiative vise à promouvoir les solutions de cybersanté dans les pays en développement.

Partenariat mondial pour l'adaptation à base communautaire

48. Le Bureau, la Fondation pour les Nations Unies et l'Institut international pour l'environnement et le développement travaillent en étroite collaboration avec le PNUD pour développer une grande initiative mondiale pour soutenir l'adaptation à

base communautaire face aux impacts des changements climatiques. Le programme sera constitué par une alliance de parties prenantes publiques et privées partageant une vision et résolues à développer la résilience des communautés défavorisées et des écosystèmes dont elles dépendent.

InfoPoverty

49. L'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement a coorganisé une conférence avec l'organisation italienne Observatoire pour la communication culturelle et audiovisuelle dans la Méditerranée et dans le monde ainsi que le Bureau des Nations Unies pour les partenariats. La 9^e Conférence mondiale InfoPoverty s'est axée sur le rôle des TIC en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Bureau a fourni des contributions majeures sur les partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine des TIC et fourni les moyens pour leur permettre de tirer parti de ressources supplémentaires en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Information and Technology Corps – atteindre les objectifs en matière d'éducation

50. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et l'Information and Technology Corps ont signé un mémorandum d'accord pour mettre sur pied un cadre dans lequel les deux partenaires coopéreront pour soutenir l'objectif du Millénaire n° 2 : assurer l'éducation primaire pour tous, en réduisant le fossé numérique. L'Information and Technology Corps travaille en étroite collaboration avec l'Alliance mondiale pour les TIC au service du développement (UN GAID). Ce cadre intégral est conçu pour renforcer les capacités des pays en développement, en particulier dans le secteur de l'éducation, afin de soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif principal de l'initiative est de fournir des centaines de milliers d'ordinateurs neufs et reconditionnés à des étudiants défavorisés des pays en développement. Elle cible la nécessité d'améliorer l'accès aux technologies de l'information et des télécommunications afin de faire progresser les possibilités d'éducation des étudiants dans les pays en développement.

Sommet des investisseurs institutionnels sur les risques climatiques

51. À la suite de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de décembre 2009, qui s'est tenue à Copenhague, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, la Fondation pour les Nations Unies et la CERES ont reçu des engagements de la part d'investisseurs de premier plan, de gestionnaires de fonds, de conseillers financiers et autres, équivalant à des milliers de milliards de dollars d'avoirs. Le Sommet des investisseurs institutionnels, tenu en janvier 2010, a expliqué comment la transition rapide vers des technologies propres et l'efficacité énergétique pouvait stimuler la croissance économique, et de quelle manière les investisseurs pouvaient contribuer à opérer le passage à une économie à faibles émissions de carbone. Un certain nombre d'intervenants ont prononcé des allocutions, parmi lesquels le Secrétaire général, Al Gore, ancien Vice-Président des États-Unis, Todd Stern, l'Envoyé spécial des États-Unis pour les changements climatiques, Ted Turner, patron d'un grand groupe de médias et mécène, ainsi qu'Amir Dossal, Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les partenariats. Le Sommet a souligné le rôle crucial que joueront les investisseurs

dans la promotion d'une nouvelle économie fondée sur les énergies propres. Au cours de ce Sommet, les investisseurs ont également dévoilé une « déclaration 2010 des investisseurs sur les moyens de catalyser les investissements dans une économie à faibles émissions de carbone » (« 2010 Investor Statement on Catalysing Investment in a Low-Carbon Economy »), qui plaide en faveur de politiques nationales plus strictes en matière de changements climatiques.

Troisième Forum mondial de l'Organisation de coopération et de développement économiques

52. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) offre aux gouvernements un cadre pour comparer leurs politiques, trouver des réponses aux problèmes courants, identifier les bonnes pratiques et coordonner les politiques nationales et internationales. La troisième édition de son Forum mondial s'est déroulée à Basan, en République de Corée, du 27 au 30 octobre 2009. Le thème de 2009 « Tracer le chemin du progrès, créer des perspectives, améliorer la vie » a donné la possibilité d'examiner le paradigme du « Progrès ». Les intervenants ont étudié par quels moyens les fondations pouvaient contribuer à faire progresser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les participants comprenaient Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Insill Yi, Commissaire des statistiques de la République de Corée.

Installation aux Nations Unies d'un mémorial permanent en hommage aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves

53. À la demande du Secrétaire général, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a apporté son aide au Comité du Mémorial permanent dans l'élaboration d'une stratégie intégrale de communication et de diffusion ainsi que dans la planification et la mise en œuvre de l'initiative, en consultation avec le cabinet de relations publiques, Kreab Gavin Anderson. Le Comité du Mémorial permanent est présidé par l'Ambassadeur Raymond Wolfe, Représentant permanent de la Jamaïque auprès des Nations Unies. Le Bureau a également créé un Fonds fiduciaire, qui prendra en charge tous les aspects de l'affectation, du décaissement et de la comptabilité du fonds tout en offrant un cadre juridique adéquat. En outre, Russell Simmons, pionnier du hip-hop et célébrité de renom, a été nommé Ambassadeur itinérant du Mémorial permanent des Nations Unies. Dans ses résolutions sur le sujet, l'Assemblée générale des Nations Unies : (a) a accueilli favorablement la nomination de l'Ambassadeur itinérant, qui pousse la communauté internationale à porter de nouveau son attention sur l'atrocité de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves ainsi que sur leurs séquelles; (b) a décidé de déclarer le 25 mars Journée internationale de commémoration en hommage aux victimes; et (c) s'est félicité de l'initiative prise par les États membres de la Communauté des Caraïbes d'ériger, dans l'enceinte des Nations Unies, un mémorial permanent après l'achèvement du Plan-cadre d'équipement.

Planète ONU

54. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, le Département de l'information et les missions permanentes de la France et de la Suisse auprès des Nations Unies ont coorganisé la projection en avant-première du documentaire de Romuald Sciora intitulé « Planète ONU ». Le film porte sur les Nations Unies au début du XXI^e siècle alors qu'elles sont confrontées aux défis majeurs du futur.

Amir Dossal, Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les partenariats, modérait cet événement qui comptait sur la présence d'intervenants tels que Asha-Rose Migiro, Secrétaire générale adjointe, Kiyo Akasaka, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, Peter Maurer, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, Jean-Maurice Ripert, Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies et Romuald Sciora.

ONU-Habitat – « Villes harmonieuses »

55. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'International Council for Caring Communities, ont tenu la session de travail de haut niveau intitulée « Harmonious cities: music technology, culture and health » (« Villes harmonieuses : musique, technologie, culture et santé »), une précieuse plate-forme de discussion sur les approches intersectorielles de la convergence entre la santé, la musique et la technologie au XXI^e siècle.

3. Secteur privé et société civile

Africa Investor Index Series Summit

56. La deuxième édition du Africa Investor Index Series Summit a posé les bases d'une réunion annuelle destinée à encourager des dirigeants d'entreprises, des investisseurs et des mécènes à conclure des partenariats d'investissement pratiques en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique. Africa Investor est un cabinet d'information financière spécialisé dans le conseil aux gouvernements, aux organisations internationales et aux entreprises dans le domaine des stratégies de communication applicables dans le cadre d'investissements directs étrangers sur les marchés de capitaux africains. Parmi les partenaires figurent : le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, Africa Investor, la Bourse de New York, Euronext, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Groupe du NEPAD chargé du secteur des entreprises.

AllWorld Network – Leadership Forum for Emerging Entrepreneurs

57. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a collaboré avec le AllWorld Network, le Business Council for International Understanding et l'Institute of International Education dans le cadre de l'organisation d'un forum d'entrepreneurs de premier plan originaires d'Arabie saoudite et d'Afrique, afin de partager des idées et des perspectives pour promouvoir l'entrepreneuriat et libérer le potentiel de croissance économique du Moyen-Orient et de l'Afrique. Le forum a souligné le rôle vital des petites et moyennes entreprises en tant que moteurs de la croissance économique, de l'emploi et la création de richesses ainsi que le rôle essentiel d'un solide secteur privé pour réduire la pauvreté dans le monde tout en faisant progresser les objectifs du Millénaire pour le développement.

China World Peace Foundation

58. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a fourni des conseils stratégiques sur les initiatives de la China World Peace Foundation et sur les moyens dont elle dispose pour conclure des partenariats de la manière la plus efficace avec les organismes des Nations Unies. Les domaines de collaboration potentielle

comprennent la consolidation de la paix, l'éducation, la santé, le développement, la réduction de la pauvreté et plus généralement la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, la Fondation s'emploie à promouvoir l'utilisation du sport en tant que plate-forme dynamique en vue de faciliter et d'améliorer les liens diplomatiques entre les nations. La China World Peace Foundation est basée à Beijing et vise à soutenir une plus grande coopération internationale dans le cadre des mandats des Nations Unies en vue de parvenir à la paix mondiale.

Fortune Forum

59. La troisième édition du Fortune Forum Summit a été coorganisée par la Fondation pour les Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats. Au cours de cette manifestation, un hommage a été rendu à Ted Turner, fondateur de CNN et de la Fondation pour les Nations Unies. Le Forum a également été marqué par le lancement de l'Initiative Mehta/Mirrlees, développée par Sir James Mirrlees, lauréat du prix Nobel d'économie, et par Renu Mehta. Elle a pour objectif de recueillir des pays du G8 75 milliards de dollars supplémentaires de contributions volontaires, qui seront utilisés dans le cadre de projets de développement en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Bureau a offert au Fortune Forum des orientations et une aide stratégiques afin de développer cette initiative unique et innovante en faveur des populations défavorisées.

Programme mondial de conformité aux normes de protection sociale

60. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats travaille avec le Programme mondial de conformité aux normes de protection sociale pour traiter des questions liées au développement durable, aux conditions de travail et à la lutte contre la corruption dans le monde. Le Programme a été créé en décembre 2006 par Carrefour, Metro, Migros, Tesco et Wal-Mart. Depuis, Chiquita, Hasbro, Hewlett-Packard et Ikea ont rejoint son Conseil d'administration et le programme compte également 25 autres sociétés participantes. Ce programme, géré par des entreprises, s'adresse aux sociétés qui souhaitent harmoniser leur action existante et parvenir à une approche partagée, uniforme et globale en vue de l'amélioration en continu des conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

G Peace Foundation

61. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, en partenariat avec la G Peace Foundation et l'UNESCO, ont organisé le Concours international 2010 de dissertation pour la jeunesse. Des jeunes du monde entier ont été encouragés à participer en soumettant leurs dissertations sur le thème du « rôle de la science dans la construction d'un monde meilleur ». Le concours a souligné l'importance de la science et du rôle vital qu'elle peut jouer dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

**Happy Hearts Fund – Campagne « Bring happiness back »
pour commémorer le cinquième anniversaire du tsunami
dans l’Océan Indien**

62. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et le Happy Hearts Fund ont lancé conjointement la nouvelle initiative « Bring happiness back » (« Ramener la joie »), une campagne de sensibilisation sur les avantages de l’accès à une éducation autosuffisante et à la technologie pour les jeunes défavorisés victimes des catastrophes naturelles. Le Happy Hearts Fund a été créé initialement pour aider les enfants victimes du tsunami dans l’Océan Indien de 2004 à reprendre une vie normale. Il a ensuite été étendu à d’autres parties du monde. Cette campagne vise essentiellement à la reconstruction des écoles et à la création d’entreprises locales afin de promouvoir l’autonomisation et l’indépendance dans les zones affectées par des catastrophes naturelles.

Louise T. Blouin Foundation

63. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et la Louise T. Blouin Foundation ont conçu cette plate-forme pour relever les défis et les opportunités de la mondialisation. Le quatrième « Sommet mondial sur la créativité et les décideurs » a rassemblé des chefs d’État et de gouvernements, des lauréats du Prix Nobel, des artistes renommés, des personnalités du monde des affaires et des décideurs influents, au nombre desquels Ted Turner, qui a beaucoup contribué à faire avancer certaines des causes humanitaires les plus importantes à travers son engagement, son dévouement et sa générosité envers les Nations Unies. Le Bureau a organisé une table-ronde sur le thème des « entrepreneurs sociaux, la nouvelle génération de "smart philanthropists" », qui a souligné l’importance de l’innovation sociale et des partenariats entre les secteurs public et privé dans la réalisation des programmes sociaux.

Nestlé SA – Création de valeur partagée

64. Nestlé, la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats ont organisé conjointement un forum de deux jours sur le thème de la Création de valeur partagée. Le forum s’est subdivisé en quatre tables-rondes, qui ont offert l’occasion de nouer un dialogue interactif sur la stratégie des entreprises, l’eau, la nutrition et le développement rural entre les représentants de Nestlé, les fonctionnaires des Nations Unies, le secteur privé, les fondations, le corps universitaire et les représentants des organisations non gouvernementales.

Novartis – Des médicaments innovants pour éradiquer le paludisme

65. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et Novartis ont organisé conjointement un déjeuner/débat sur le thème « Travailler en partenariat : des médicaments innovants pour éradiquer le paludisme », organisé conjointement par GMMB, Royaume-Uni. Des experts du paludisme et des fonctionnaires des Nations Unies ont débattu des progrès accomplis par les partenariats public-privé en vue de réaliser l’objectif du Millénaire pour le développement de maîtriser et de renverser la tendance actuelle du paludisme avant 2015. Le rôle crucial de la science, de la médecine et des stratégies intégrées dans l’éventuelle éradication du paludisme a également été abordé. L’importance des partenariats entre les secteurs public et privé dans la découverte, le développement et la délivrance de médicaments contre

le paludisme afin de sauver des vies dans les pays où le paludisme est endémique a constitué l'un des points de discussion centraux du débat.

Le sport au service de la paix

66. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats continue d'agir en étroite collaboration avec le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix. Le Bureau a prêté des services et des conseils en matière de partenariats à Peace and Sport, une ONG internationale consacrée au lien entre les partenariats sportifs, le développement durable et la paix, à l'occasion du troisième Forum international Peace and Sport 2009. Cette manifestation, placée sous le haut patronage de Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco, a rassemblé des dirigeants et des décideurs du monde entier dans les domaines du sport, de la paix et du développement. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats et le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix ont signé un mémorandum d'accord en vue de créer une plate-forme formelle de collaboration afin de promouvoir le rôle du sport dans la réalisation d'une paix et d'un développement durable, en particulier dans les pays sortant de conflits.

Philanthropy UK

67. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats travaille en étroite collaboration avec Philanthropy UK, la principale source de conseils gratuits et impartiaux destinés aux apprentis philanthropes soucieux de donner efficacement. Philanthropy UK développe et partage des informations actualisées ainsi que les meilleures pratiques de mécénat, fournit des liens accessibles aux spécialistes et vise à encourager davantage de personnes à devenir philanthropes, et ainsi à profiter de l'extraordinaire gratification qu'implique le fait de donner.

Rothman Institute – Conférence sur l'innovation sociale et l'entrepreneuriat

68. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a soutenu le Rothman Institute lors de la Conférence sur l'innovation sociale et l'entrepreneuriat, qui s'est tenu à la Fairleigh Dickinson University. Cette manifestation spéciale avait pour but de permettre aux cadres des organisations à but non lucratif, des entreprises sociales et des petites et moyennes entreprises de mieux comprendre les tendances importantes et les principaux facteurs de succès à l'heure où ils tentent de mettre en place des plans d'expansion dans un contexte économique défavorable.

Synergos Institute

69. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a collaboré avec le Global Philanthropists Circle du Synergos Institute, un réseau dynamique de grandes familles philanthropiques du monde entier consacrant leur temps, leur influence et leurs ressources pour lutter contre la pauvreté dans le monde et l'injustice sociale. Fondé en 2001 par Peggy Dulany, la Présidente de Synergos, et son père, David Rockefeller, le Global Philanthropists Circle accroît l'impact des actions philanthropiques de ses membres et leur permet de devenir des investisseurs sociaux plus efficaces en leur donnant la possibilité d'apprendre et de collaborer. Actuellement, le Global Philanthropists Circle est composé de plus de 25 familles, soit près de 250 philanthropes, issus de plus de 25 pays.

World Childhood Foundation

70. La World Childhood Foundation USA, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, a organisé le symposium anniversaire 2009 sur l'enfance autour du thème : « Abus et exploitation sexuels des enfants – 10 ans dans le secteur », au siège des Nations Unies. Cette manifestation s'est tenue sous le patronage de Sa Majesté la Reine Silvia de Suède, fondatrice de la World Childhood Foundation, qui fournit un aperçu des projets et des initiatives relatifs à l'enfance en faveur des enfants risquant d'être victimes d'abus et d'exploitation sexuels. Cette initiative soutient plus de 110 programmes dans 15 pays et met l'accent sur la prévention, l'intervention et l'éducation dans les zones urbaines, rurales et les banlieues du monde entier.

Congrès mondial des philanthropes musulmans

71. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats collabore avec le Congrès mondial des philanthropes musulmans afin de soutenir les objectifs des Nations Unies en matière de réduction de la pauvreté et de résolution des crises alimentaires mondiales. Le Congrès mondial est un réseau mondial de donateurs, de fondations et d'entreprises socialement responsables créé pour promouvoir une philanthropie efficace et responsable. En 2009, le Congrès mondial a lancé son premier cercle philanthropique multidonateurs, le Hasanah Fund, pour développer et mettre en place de nouveaux programmes durables dans la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde, alors que 20 pays sont actuellement confrontés à des crises alimentaires.

Fondation X PRIZE

72. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a travaillé avec la Fondation X PRIZE, BT Global Services et la Fondation John Templeton dans le cadre de l'organisation de la conférence « Incentive 2 Innovate » 2009, qui a mis en avant deux outils essentiels pour permettre de résoudre les problèmes actuels : la collaboration ouverte et l'incitation à la concurrence. L'initiative a rassemblé des dirigeants du secteur privé, des fondations, des organisations non gouvernementales et les Nations Unies. La Conférence a encouragé la discussion, développé de nouvelles idées et favorisé la conclusion de nouvelles relations et de nouveaux partenariats en vue de créer un monde meilleur pour tous. Le Bureau s'emploie à promouvoir des idées créatives comme l'initiative « Incentive to Innovate » (« Incitation à innover ») qui contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, non pas en fournissant une aide temporaire sinon dans une perspective à long terme.

IV. Conclusions

73. 2009 a été une année couronnée de succès pour les partenariats des Nations Unies. Malgré des difficultés économiques persistantes, le nombre d'entités du secteur privé et de la société civile désirant s'engager aux côtés des organismes des Nations Unies n'a pas faibli. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats continue à faciliter la conclusion de partenariats innovants et enrichissants et poursuit son engagement dans des initiatives clés en faveur des questions de développement international. Le tremblement de terre en Haïti survenu au début de l'année 2010 a réaffirmé l'importance vitale des partenariats entre les secteurs public et privé pour répondre à de telles urgences. Cet événement catastrophique a

déclenché un élan extraordinaire de la part de tous les secteurs, qui se sont engagés, par leur expertise, leurs ressources et leur soutien financier, à prêter main-forte aux efforts de secours. Le Bureau a facilité l'expression de ces soutiens au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, en mettant en contact des entreprises, des groupements, la société civile, le corps universitaire et beaucoup d'autres entités pouvant apporter une contribution précieuse aux secours humanitaires.

74. Le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI) a poursuivi et étendu cet important travail. Le partenariat entre le FNUPI et la Fondation pour les Nations Unies en est maintenant à sa onzième année et a débouché sur des modèles importants pour les initiatives en faveur du développement. Ils ont continué à financer des projets essentiels aux répercussions étendues pour les objectifs du Millénaire pour le développement. La Fondation pour les Nations Unies a également facilité la coopération entre l'Organisation et le Gouvernement des États-Unis en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement et s'est employée à mobiliser davantage d'appuis aux États-Unis en faveur des objectifs avant la tenue de Réunion plénière de hauts niveaux de 2010 de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement. On trouvera ci-dessous une description de deux partenariats importants pour les objectifs du Millénaire et dont le lancement est prévu en 2010.

a) **Campagne « Girl Up »** : La Fondation pour les Nations Unies, en complément du travail accompli par des institutions des Nations Unies telles que le FNUAP, l'UNIFEM et l'UNICEF, a mis en place un fonds destiné à l'autonomisation des adolescentes dans 20 pays, qui a depuis donné naissance à notre campagne Girl Up. Cette campagne recueillera des fonds au profit des programmes des Nations Unies en matière d'éducation, de services de santé et de sécurité pour adolescentes en Éthiopie, au Guatemala, au Liberia, au Malawi et éventuellement dans d'autres pays. L'affectation des fonds restera à la discrétion de l'Équipe spéciale des Nations Unies pour les adolescentes.

b) **Global Alliance for Clean Cookstoves** : La Fondation pour les Nations Unies a organisé une Alliance mondiale pour des fourneaux propres (« Global Alliance for Clean Cookstoves »). L'Alliance s'emploiera à catalyser le développement de marchés durables pour des fourneaux et des combustibles propres et efficaces à une échelle suffisante pour généraliser leur adoption dans les pays développés. Les partenaires fondateurs de l'Alliance comprennent l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial (PAM), ONU-Énergie, l'Agence américaine de protection de l'environnement et le Département d'État des États-Unis, la Fondation Shell et le Gouvernement allemand. L'une des premières activités de l'Alliance consistera à travailler avec l'Organisation mondiale de la Santé et l'Institut américain de normalisation sur des directives et des normes pour la propreté des fourneaux.

75. Le travail du FNUPI et de la Fondation pour les Nations Unies a également donné au Bureau des Nations Unies pour les partenariats la possibilité de servir de plate-forme pour des alliances stratégiques et des efforts de collaboration entre le secteur privé, les gouvernements et les Nations Unies. L'accord régissant les relations entre la Fondation pour les Nations Unies et le FNUPI est en cours d'examen afin de refléter la réalité actuelle et une vision partagée du futur, et devrait être complété en 2010.

76. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie joue un rôle de plus en plus actif pour rallier la société civile à l'objectif de promotion de la démocratie dans le monde entier. Agissant en étroite collaboration avec les autres branches du Bureau

des Nations Unies pour les partenariats, il constitue un lien indispensable pour faciliter les partenariats avec les acteurs de la société civile afin de faire progresser les principes stabilisants de la démocratie et les objectifs du Millénaire pour le développement.

77. Le Bureau continuera à axer étroitement son travail autour des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en 2010, qui constituera une année charnière. Alors qu'il ne reste que 5 ans jusqu'à l'échéance de 2015, les efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement doivent être accentués. À cet égard, Le Bureau espère jouer un rôle actif pour faciliter les nouvelles alliances et obtenir de nouveaux engagements. En plus de son travail au sein du système des Nations Unies, la collaboration du Bureau avec les secteurs privés et les acteurs non étatiques demeure essentielle en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. La communication et la sensibilisation, en particulier des partenaires non traditionnels, constitueront des composants clés de la stratégie de communication du Bureau. Ce dernier continuera notamment à mettre en avant les questions de développement durable dans les débats sur les changements climatiques et l'économie verte, l'autonomisation des femmes, la santé maternelle et infantile, le VIH/sida, l'accès à l'éducation et les innovations pour une plus grande inclusion financière. Dans la lignée de son engagement à réaliser les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement, le Bureau se concentrera sur les régions ayant le plus besoin d'aide : le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-est et l'Afrique subsaharienne.

Annexe I

Entités sélectionnées qui ont conclu des accords de partenariat et/ou des alliances avec ou par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour les partenariats

Sociétés

Accenture	Marvel Entertainment
Africa Practice	Merck & Co
Alcatel-Lucent	Metro
American Electrical Power	Microsoft
American Express	Migros
Aveda Corporation	Mitsubishi
Aviva	Mitsubishi Electric
Bank of America	Mitsubishi UFJ Financial Group
BASF	Motorola
Bayer	MTV
Bertelsmann	National Basketball Association
Bristol-Myers Squibb	Nestlé
British Petroleum	Nike
BT Global Services	Nokia
Carrefour	Oracle
CISCO Systems	PepsiCo
Citigroup	Pfizer
Clorox	PKN Orlen Group
The Coca-Cola Company	Procter & Gamble
Crescent Petroleum Company	Rio Tinto Group
Daimler	Roche Group
De Beers	Royal DSM
Dell	Royal Dutch Shell
Deutsche Bank	Royal Philips Electronics
Deutsche Post	Ruder Finn
Domini Investment Fund	Sanofi-Aventis
Dow Chemical Company	Siemens

E-CARE	Skype
Électricité de France	Société Générale
Eli Lilly	Standard Chartered Bank
Ericsson	Statoil Hydro
Expedia	Suez
FedEx	Sumitomo
Fortis	Sumitomo Mitsui Financial Group
Fujitsu	Swiss Reinsurance
General Electric	Tata Steel
Geneva Group International	Telefónica
GlaxoSmithKline	Tesco
Globalegacy International	Time Warner
Goldman Sachs Group	Toyota Motor
Google	Unilever
G-Star Raw	Unisys
Hewlett Packard	United Airlines
HSBC Holdings	United Parcel Service
ING Group	Verizon Communications
Intel	VH1
International Business Machines	Vodafone
Johnson & Johnson	Wal-Mart
Kraft Foods	Wyeth Pharmaceuticals
Lenovo Group	

Fondations

ABS-CBN Foundation	Green Family Foundation
Aga Khan Foundation	Healing the Divide
BBC World Service Trust	Hewlett Foundation
Blue Moon Fund	Hilton Foundation
Blue Planet Run Foundation	Knowledge Channel Foundation
Charles Darwin Foundation	Louise T. Blouin Foundation
Diana, Princess of Wales Memorial Fund	Mc Arthur Foundation
Fiorello La Guardia Foundation	Nike Foundation

Fondation Bill et Melinda Gates	Novartis Foundation for Sustainable Development
Fondation du Qatar	Nuffield Trust
Fondation Ford	The Pew Charitable Trusts
Fondation pour les Nations Unies	Philanthropy Australia
Fondation Rockefeller	Public Benefit Foundation
Fondation Roi Baudouin	Rockefeller Brothers Fund
Fondation Shell	Starr Foundation
Fondation Soros	Tarek Ahmed Juffali Foundation
Global Crop Diversity Trust	Universal Education Foundation
Global Fund for HIV/AIDS	Vodafone Foundation
Google.org	Wellcome Trust
Grameen Foundation	World Childhood Foundation

Organismes gouvernementaux/ d'aide

Agence américaine pour le développement international	Gouvernement équatorien
Agence canadienne de développement international	Ministère britannique du développement international
Agence centrale saoudienne de promotion de l'investissement	Ministère chinois des affaires étrangères
Banque mondiale	Ministère italien de l'environnement et du territoire
Centers For Disease Control (USA)	Secrétariat du bassin du Tumen
Département d'État des États-Unis	Union européenne

Organisation non gouvernementales internationales

American Friends of the Phelophepa Train	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Amis du patrimoine mondial	Fonds pour l'environnement mondial
Arzu	Forum économique mondial

Centre de recherches pour le développement international	Hand in Hand International
Ceres	Happy Hearts Fund
Citizens International	Institut international pour l'environnement et le développement
Clinton Global Initiative	Peace and Sport
Clud de Madrid	Philanthropy UK
Congrès mondial des philanthropes musulmans	Right to Play
Conservation International	Rotary International
Croix-Rouge américaine	Synergos Institute
Education Development Center, Inc.	The Nature Conservancy
Equal Access	World Wildlife Fund

Groupements et réseaux

AllWorld Network	European Foundation Centre
Biomarine	Fortune Forum
Biovision	Institute of Philanthropy
Chambre américaine de commerce	International Committee of Food Retail Chains
Coalition mondiale des entreprises contre le sida, la tuberculose et le paludisme	International Council for Caring Communities
Comité d'encouragement du mécénat d'entreprise	International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations
Commonwealth Business Council	Organisation de coopération et de développement économiques
Conseil international des industries du jouet	Philanthropy Australia
Conseil universitaire pour le système des Nations Unies	Public Relations Society of America
Council on Foundations	UN Association of the USA

Organismes des Nations Unies partenaires

Agence internationale de l'énergie atomique	Département des opérations de maintien de la paix
Banque mondiale	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix	Fonds des Nations Unies pour la population
Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
Bureau du Pacte mondial	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Bureau du représentant spécial du secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Bureau exécutif du Secrétaire général des Nations Unies	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Commission des Nations Unies de consolidation de la paix et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Commission économique pour l'Afrique	Organisation internationale du travail
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Organisation mondiale de la santé
Commission économique pour l'Europe	Programme alimentaire mondial
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Département des affaires de désarmement	Programme des Nations Unies pour le développement
Département des affaires économiques et sociales	Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
Département des affaires politiques	Département des opérations de maintien de la paix

Annexe II

**Projets financés par le Fonds
des Nations Unies pour les partenariats
internationaux par domaine d'activité**

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Projets approuvés au 31 décembre 2008</i>		<i>Projets approuvés en 2009</i>		<i>Total</i>		<i>Bailleurs de fonds</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Fondation pour les Nations Unies</i>	<i>Autres donateurs</i>
Santé des enfants	97	648 235 529	6	24 322 606	103	663 098 923	145 649 216	526 908 919
Population et femmes	103	136 294 585	5	585 000	108	137 915 737	117 466 258	19 413 327
Environnement	142	160 967 260	2	550 000	144	165 904 757	118 279 423	43 237 837
Paix, sécurité et droits de l'homme	60	54 076 750	1	31 980	61	53 933 665	37 560 697	16 548 033
Autre	59	64 119 007	4	637 130	63	66 143 703	19 612 028	45 144 109
Total	461	1 063 693 131	18	26 126 716	479	1 089 819 847	438 567 622	651 252 225

Annexe III

Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux en 2009

Asha-Rose Migiro, Vice-secrétaire générale (Présidente)

Lincoln C. Chen (Docteur en médecine), Président de la Commission médicale chinoise de New York, Directeur de la Global Equity Initiative

Angela Kane, Secrétaire générale adjointe à la gestion

Sylvie Lucas, Représentante permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies, Présidente du Conseil économique et social

Uche Joy Ogwu, Représentante permanente du Nigéria auprès des Nations Unies, Présidente du deuxième comité de l'Assemblée générale des Nations Unies

Mary Oakes Smith, chargée de recherche, Technologies de l'information au service de l'éducation et de la santé, Banque mondiale

Franklin A. Thomas, Responsable du Groupe d'études de la Fondation Ford

Sha Zukang, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Amir Dossal, Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les partenariats

Annexe IV

Contributions financières au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, par donateur, au 15 décembre 2009

(En dollars des États-Unis)

<i>Bailleur de fonds</i>	<i>Montant total de la contribution</i>
Australie	7 761 874,44
Bulgarie	10 000,00
Chili	190 000,00
Croatie	71 000,00
Chypre	5 000,00
République tchèque	195 780,37
Danemark	265 017,67
Équateur	5 000,00
Estonie	10 395,00
France	4 793 716,00
Géorgie	24 942,69
Allemagne	8 706 347,84
Hongrie	75 000,00
Inde	20 000 000,00
Irlande	658 724,00
Israël	47 500,00
Italie	2 947 800,00
Japon	10 000 000,00
Lettonie	5 000,00
Lituanie	28 919,85
Mongolie	10 000,00
Maroc	5 000,00
Pérou	25 000,00
Pologne	150 000,00
Portugal	50 000,00
Qatar	10 000 000,00
République de Corée	1 000 000,00
Roumanie	422 860,00
Sénégal	100 000,00
Slovénie	127 924,00
Espagne	4 890 631,50
Sri Lanka	5 000,00
Suède	4 207 874,95

<i>Bailleur de fonds</i>	<i>Montant total de la contribution</i>
Turquie	100 000,00
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	609 350,00
États-Unis d'Amérique	28 840 000,00
Total	106 374 054,54

Annexe V

Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la démocratie en 2009

États Membres

Australie

Botswana

France

Allemagne

Inde

Japon

Liban

Mongolie

Panama

Qatar

Slovénie

Trinité-et-Tobago

États-Unis d'Amérique

Organisations non gouvernementales

The Asia Society

Femmes Africa Solidarité

Membres individuels

Sanam Anderlini

Michael Doyle

Ashraf Ghani

Amir A. Dossal (membre de droit)

Annexe VI

Organigramme du Bureau des Nations Unies pour les partenariats

